

---

## ACCORD DE COOPERATION INTERNATIONALE

---

**N° 2017-DRI-080**

Vu le Code français de l'éducation, notamment les articles L.123-7 et D.123-15 à D.123-21 relatifs à la coopération internationale des Etablissements Publics d'Enseignement Supérieur relevant du Ministère de l'Education Nationale,

**Entre :**

**AIX-MARSEILLE UNIVERSITE**

Etablissement Public à Caractère Scientifique, Culturel et Professionnel  
SIRET : 130 015 332 00013/ Code APE : 8245Z Enseignement supérieur  
Ayant son siège social, 58, boulevard Charles Livon, 13284 Marseille Cedex 7 France  
Représentée par son Président, le Professeur Yvon BERLAND, habilité à approuver le présent accord par la délibération du Conseil d'Administration de l'Université du 19 janvier 2016

**(ci-après dénommée AMU), d'une part**

**Et :**

**UNIVERSIDAD AUTONOMA DE CIUDAD JUAREZ**

Dont le siège est situé Av. Plutarco Elías Calles #1210, Fovissste Chamizal, Ciudad Juárez, Chihuahua, México, C.P. 32310  
Représentée par son Recteur, Ricardo Duarte Jáquez, agissant au nom et pour le compte de lui-même ainsi que des facultés qui l'ont habilité,

**(ci-après dénommée UACJ), d'autre part**

Ci-après dénommées ensemble « les parties »,

Désireuses de promouvoir entre elles des relations et des échanges d'étudiants et d'enseignants plus efficaces.

**Il est convenu ce qui suit :**

### **Article 1 : Domaines de coopération**

La coopération concerne l'ensemble des domaines scientifiques communs aux deux établissements

### **Article 2 : Objectifs**

Chacune des deux parties s'attachera à atteindre les objectifs suivants :

- Participer, dans le cadre de programmes spécifiques, aux activités de l'institution partenaire en facilitant les échanges d'enseignants par l'organisation de réunions périodiques à but pédagogique ou scientifique ;

- Assurer des expertises pédagogiques, techniques et administratives ;
- S'engager à porter à la connaissance de l'autre Partie les programmes d'enseignement et de recherche ainsi que les manifestations scientifiques internationales d'intérêt mutuel ;
- Constituer des équipes de recherche dans des domaines d'intérêt commun ;
- Faciliter l'échange d'étudiants dans le cadre de programmes existants ou à élaborer, et de travaux de fin d'études ou de stages ;
- Favoriser la participation aux conférences, séminaires et cours d'été organisés par chacune des parties ;
- Faire connaître au public universitaire et professionnel concerné, au niveau à la fois national et international, les actions de coopération menées dans le cadre du présent accord ;
- Favoriser la formation et les échanges de personnels ;
- Encourager la mise en œuvre de formations codiplômantes plus particulièrement aux niveaux Master et Doctorat (doubles diplômes, cotutelles de thèse) ;
- Se communiquer les supports pédagogiques, les résumés de thèses, les publications des services d'information et de relations publiques des départements, les publications des deux établissements.

### **Article 3 : Moyens**

Pour la mise en œuvre du présent accord, les Parties s'efforceront d'obtenir les moyens nécessaires à la réalisation des projets correspondants auprès des instances nationales, européennes et internationales d'aide à la recherche et à l'enseignement supérieur.

### **Article 4 : Gestion de l'accord**

Chacune des Parties désignera la personne responsable ou le service compétent qui sera chargé d'assurer le suivi administratif de cet accord.

Au sein d'AMU, le suivi du présent accord et ses développements ultérieurs, les conventions d'application associées notamment, seront instruits par la Direction des Relations Internationales. A l'UACJ, ils seront gérés par la Direction Générale des relations et échanges, tout comme ils seront suivis par la Sous-Direction de la Coopération et de l'Internationalisation.

### **Article 5 : Convention d'application**

Les différentes actions de coopération, telles que la mise en place de programmes annuels ou pluriannuels, feront l'objet de conventions d'application spécifiques élaborées en commun par les deux parties. Le cas échéant, une nouvelle partie pourra être associée aux actions communes de coopération. Ces conventions seront soumises à la procédure applicable dans chacun des deux établissements concernés.

Il en sera de même en cas de délivrance de diplôme en partenariat international.

### **Article 6 : Obligation de confidentialité**

Chaque partie s'engage à considérer comme confidentielles, et s'interdit de divulguer à des tiers, sous quelque forme que ce soit, toutes informations, telles que notamment des documents, systèmes, logiciels, savoir-faire, méthodes, connaissances reçues de l'autre Partie ou dont il pourrait avoir connaissance à l'occasion de l'exécution du présent accord, directement ou indirectement, (ci-après ensemble désignées les « Informations Confidentielles ») et s'engage à n'utiliser les Informations Confidentielles que pour l'exécution du programme de recherche issu de cette coopération.

Chaque Partie s'engage à ce que les membres de son personnel et ses étudiants qu'ils soient permanents ou temporaires respectent l'obligation de confidentialité contenue dans le présent article et à prendre les mesures nécessaires pour garantir ladite obligation de confidentialité.



La présente obligation de confidentialité ne s'applique pas dans le cas des informations déjà accessibles au public au moment de la divulgation.

Cet engagement entrera en vigueur à la date de signature du présent accord et continuera de s'appliquer jusqu'à ce que les informations tombent dans le domaine public, nonobstant la résiliation ou l'arrivée à échéance de cet engagement.

Hormis les dispositions de l'article 8, rien dans la présente convention ne saurait être entendu comme impliquant cession ou concession des droits de propriété intellectuelle et/ou industrielle, ou transfert de technologie sur les informations communiquées par l'une des Parties à l'autre.

### **Article 7 : Valorisation, communication et publication**

Toute publication ou communication d'informations portant sur les Résultats ou Savoir-faire issus du programme, par l'une ou l'autre des Parties, devra recevoir, pendant la durée du présent accord et les 12 mois qui suivent son expiration, le consentement écrit de l'autre Partie qui fera connaître sa décision dans un délai maximum de 2 mois à compter de la demande. Passé ce délai et faute de réponse, le consentement sera réputé acquis.

En conséquence, tout projet de publication ou communication sera soumis à l'avis de l'autre Partie qui pourra supprimer ou modifier certaines précisions dont la divulgation serait de nature à porter préjudice à l'exploitation industrielle et commerciale, dans de bonnes conditions, des Résultats issus du programme. De telles suppressions ou modifications ne doivent pas porter atteinte à la valeur scientifique de la publication.

De plus, l'autre partie pourra retarder la publication ou la communication d'une période maximale de 18 mois à compter de la demande, notamment si des informations contenues dans la publication ou communication doivent faire l'objet d'une protection au titre de la propriété industrielle.

Ces publications et communications devront mentionner le concours apporté par chacune des parties à la réalisation du programme.

### **Article 8 : Propriété intellectuelle**

Les résultats obtenus par les Parties antérieurement à tout programme établi dans le cadre de cet accord ou de façon indépendante, restent leur propriété respective. L'autre Partie ne reçoit sur les brevets et le savoir-faire correspondant aucun droit du fait du présent accord.

Les marques, marques déposées et dénominations représentant chaque partie demeurent sa propriété personnelle et ne sauraient être utilisées par chaque partie, pour quelque usage que ce soit, en dehors du cadre du présent accord et sans le consentement du propriétaire.

Les résultats issus de tout programme établi en application de cet accord appartiennent :

- à Aix-Marseille Université, dans l'hypothèse où le programme est réalisé dans ses installations, à partir de son équipement/matériel et avec sa seule contribution intellectuelle et financière.

- à l'UACJ, dans l'hypothèse où le programme est réalisé dans ses installations, à partir de son équipement/matériel et avec sa seule contribution intellectuelle et financière.

Les résultats issus directement de la collaboration entre les Parties appartiennent conjointement aux deux parties, au prorata de leurs apports respectifs : apports intellectuels, financiers, en équipement / matériel.

La répartition et les conditions d'exploitation des droits seront fixées d'un commun accord entre les parties, par acte juridique séparé, en proportion de leurs apports respectifs.

Sauf cas de renonciation de l'une des Parties, les brevets communs sont déposés à frais partagés, en France et à l'étranger, aux noms conjoints des deux partenaires.

La gestion et le suivi des Brevets communs, depuis la date de dépôt de la première demande de brevet jusqu'à leurs mises dans le domaine public, sont confiés au gestionnaire de la copropriété.

A ce titre, le gestionnaire de la copropriété a seul qualité pour agir au nom de la copropriété, pour tous les actes d'enregistrement, de maintenance et d'extension des brevets communs. Il évalue l'opportunité de se faire assister d'un mandataire pour l'accomplissement de ces fonctions.

Les parties désigneront le gestionnaire au moment où un éventuel premier brevet commun sera déposé (conformément aux règles en vigueur).

Les parties s'engagent :

- à se communiquer toutes les pièces techniques ou administratives nécessaires au dépôt et à l'obtention des brevets communs ;

- à ce que les noms des inventeurs soient mentionnés en accord avec les dispositions légales en vigueur, dans les demandes de brevet ;

- à ce que leurs personnels, cités comme inventeurs, donnent les accords exprès et accomplissent toutes formalités nécessaires au dépôt, à l'obtention, au maintien en vigueur et à la défense des brevets communs.

Si l'une des parties copropriétaires désire céder à un tiers sa quote-part d'un brevet, elle devra le notifier par lettre recommandée avec accusé de réception à l'autre partie copropriétaire, qui disposera alors d'un droit de préemption à égalité de conditions. Faute pour cette dernière d'exercer ce droit dans un délai de trois (3) mois à compter de la notification du projet de cession conformément à l'article L-613-29 alinéa e) du Code de la propriété intellectuelle, la cession deviendra définitive.

Avant tout acte d'exploitation directe ou indirecte des résultats issus du programme, une convention précisant notamment les modalités financières sera signée entre les parties.

### **Article 9 : Durée de la coopération**

Le présent accord est conclu pour une durée initiale de cinq (5) ans.

S'agissant des diplômes nationaux, il est limité à la durée de l'accréditation de l'établissement.

Il entrera en vigueur à la date de sa signature par les deux parties. Il est renouvelable d'un commun accord des Parties et par voie d'avenant express pour des périodes de même durée, et ce conformément aux règles propres à chaque établissement. En cours d'application, le présent accord pourra être résilié à tout moment par l'une ou l'autre des Parties en respectant un préavis d'une durée de six (6) mois et sans que la résiliation ne porte préjudice aux actions de coopération déjà engagées.

Pour la partie française, en cas de renouvellement, le présent accord sera soumis à la procédure officielle en vigueur à la date du renouvellement.

Toute modification du présent accord est soumise à l'accord écrit préalable des deux Parties manifesté par voie d'avenant.

### **Article 10 : Conciliation, arbitrage et règlement des litiges**

En cas de différend relatif à l'application ou l'interprétation du présent accord et de ses conventions d'application, les parties signataires se rapprocheront sans délai afin de résoudre celui-ci par voie de conciliation, sans préjudice des voies d'arbitrage habituelles. En cas de litige non résolu par la conciliation, les juridictions du défendeur seront compétentes.

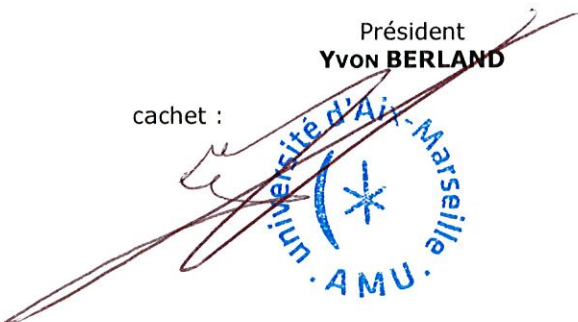
Cet accord, rédigé en deux langues, français et espagnol chacune faisant également foi, est imprimé et signé, pour chaque langue, en deux (2) exemplaires originaux (1 original par partenaire).

Fait le 7 décembre 2017

**LE PRESIDENT D'AIX-MARSEILLE  
UNIVERSITE**

Président  
**Yvon BERLAND**

cachet :



**LE RECTEUR DE L'UNIVERSIDAD  
AUTONOMA DE CIUDAD JUAREZ**

Rector  
**RICARDO QUARTE JAQUEZ**

cachet :

4 / 4





---

## ACUERDO DE COOPERACION INTERNACIONAL

---

**N° 2017-DRI-080**

Teniendo en cuenta el Código francés de Educación, en particular los artículos L.123-7 y D.123-15 a D.123-21 relativos a la cooperación internacional de las Instituciones Públicas de Educación Superior, dependientes del Ministerio de Educación,

**Entre:**

**AIX-MARSEILLE UNIVERSITE**

Institución Pública a carácter científico, cultural y profesional,  
SIRET: 130 015 332 00013/ Código APE : 8245Z Educación superior  
Cuya sede social se encuentra 58, boulevard Charles Livon, 13284 Marseille Cedex 7 France  
Representada por su Presidente, el Profesor Yvon BERLAND, habilitado para firmar el presente acuerdo por deliberación del Consejo de Administración de la Universidad del 19 enero 2016

**(designada por AMU), de una parte**

**Y:**

**UNIVERSIDAD AUTONOMA DE CIUDAD JUAREZ**

Representada por su Rector, Lic. Ricardo Duarte Jáquez con domicilio en la Av. Plutarco Elías Calles No.1210, Foviste Chamizal, Ciudad Juárez, Chihuahua, México, C.P. 32310, actuando en función de sus respectivos cargos y en ejercicio de las facultades que tiene conferidas, acuerdan suscribir el siguiente Convenio de Cooperación para la movilidad de estudiantes y profesores/as

**Se acordó lo que sigue:**

### **Artículo 1: Áreas de cooperación**

La cooperación se refiere a todas las carreras en los campos científicos comunes a las dos instituciones.

### **Artículo 2: Objetivos**

Ambas partes se esforzarán para lograr los siguientes objetivos:

- Participar, en el marco de programas específicos, a las actividades de la institución asociada, facilitando el intercambio de docentes y alumnos, organizando reuniones periódicas con fines educativos o científicos;
- Proporcionar conocimientos educativos, técnicos y administrativos;
- Comprometerse a dar a conocer a la otra parte los programas educativos y de investigación, así como eventos científicos internacionales de interés mutuo;

- Establecer equipos de investigación en áreas de interés común;
- Facilitar el intercambio de estudiantes en los programas existentes o desarrollar programas de movilidad estudiantil, para trabajos con fines de estudio o de estadías;
- Fomentar la participación en conferencias, seminarios y cursos de verano organizados por cada una de las partes;
- Dar a conocer a la comunidad estudiantil y a los profesionistas implicados, tanto a nivel nacional como internacional, las acciones de cooperación llevadas a cabo en virtud del presente acuerdo;
- Promover la formación e intercambios del personal, bajo los lineamientos de normatividad requeridos por ambas partes;
- Promover la aplicación de títulos binacionales sobre todo en Master y Doctorado (doble titulación, co-tutela);
- Notificar los soportes pedagógicos, resúmenes de tesis, publicaciones de los servicios de información y los departamentos de relaciones públicas, en publicaciones de las dos instituciones.

### **Artículo 3: Medios**

Para la aplicación del presente acuerdo, las Partes tratarán de obtener los medios necesarios para la realización de los correspondientes proyectos con organismos nacionales, europeos e internacionales de ayuda a la investigación y a la educación superior.

### **Artículo 4: Gestión del acuerdo**

Cada parte designará a la persona responsable o el departamento correspondiente que será el responsable de la supervisión administrativa de este acuerdo.

Dentro de la AMU, la Dirección de Relaciones Internacionales de la Universidad hará un seguimiento del acuerdo y de los convenios de aplicación referentes.

En la UACJ, serán gestionados por la Dirección General de Vinculación e Intercambio, de la misma manera la Subdirección de Cooperación e Internacionalización dará seguimiento a los convenios y acuerdos de cooperación.

### **Artículo 5: Convenio de aplicación**

Las diferentes acciones de cooperación, tales como el establecimiento de programas anuales o plurianuales, serán objeto de convenios de aplicación específica elaborados en común por las Partes. Llegado el caso, una nueva parte podrá estar asociada a las acciones comunes de cooperación. Estos convenios de aplicación estarán sujetos al procedimiento aplicable en cada una de las dos instituciones. Así será en caso de otorgar un grado de estudio en colaboración internacional.

### **Artículo 6: Obligación de confidencialidad**

Cada una de las partes se compromete a considerar como confidenciales, y a prohibir la divulgación a terceros, bajo ninguna forma, toda información, tales como, especialmente, documentos, sistemas, programas, métodos, conocimientos recibidos de la otra parte o del cual pudiera tener conocimiento en ocasión de la ejecución del presente acuerdo, directa o indirectamente (en adelante en conjunto designada como "Información Confidencial") y se compromete a utilizar la Información Confidencial solo para la ejecución del programa de investigación a partir de esta cooperación.

Cada una de las partes se compromete a que los miembros de su personal y sus estudiantes, sean permanentes o temporarios, respeten la obligación de confidencialidad contemplada en el presente artículo, y a tomar las medidas necesarias para garantizar dicha obligación de confidencialidad. La presente obligación no se aplica en el caso de las informaciones ya accesibles al público en el momento de la divulgación.



Este compromiso entrará en vigor en el momento de firmar el presente acuerdo y continuará aplicándose hasta que las informaciones pertenezcan al dominio público, a pesar de la finalización o legado el término de este compromiso.

A excepción de las disposiciones previstas en el artículo 8, nada en el presente acuerdo puede ser entendido como cesión o concesión de derechos de propiedad intelectual y/o industrial, o transferencia de tecnología sobre las informaciones comunicadas por una de las partes a otra.

#### **Artículo 7: Valoración, comunicación y publicación**

Toda publicación o comunicación de información conteniendo Resultados o Conocimientos concernientes al programa, por una u otra de las partes, deberá recibir, mientras dure el presente acuerdo y los 12 meses que siguen luego de su expiración, conformidad por escrito de la otra parte que hará conocer su decisión en un plazo máximo de 2 meses a contar de la solicitud. Pasado este plazo y por falta de respuesta, el consentimiento será considerado válido.

En consecuencia, todo proyecto de publicación o comunicación será sometido a la opinión de la otra parte que podrá suprimir o modificar ciertas precisiones cuya divulgación pudiera perjudicar a la explotación industrial y comercial, en buenas condiciones, de los Resultados provenientes del programa. Tales supresiones o modificaciones no deben afectar al valor científico de la publicación.

Además, la otra parte podrá retrasar la publicación o la comunicación por un periodo máximo de 18 meses a contar de la solicitud, especialmente si algunas informaciones contenidas en la publicación o comunicación deben ser objeto de una protección en virtud de la propiedad industrial. Estas publicaciones y comunicaciones deberán mencionar el aporte realizado por cada una de las partes al programa.

#### **Artículo 8: Propiedad intelectual**

Los resultados obtenidos por las partes anteriormente a cualquier programa en el marco de este acuerdo o de forma independiente, son de su respectiva propiedad. La otra parte no recibe ningún derecho sobre las patentes y los conocimientos correspondientes ningún derecho en virtud del presente acuerdo.

Las marcas, marcas solicitadas y denominaciones que representan cada parte son de su propiedad y no podrán ser utilizadas por cada parte, para cualquier uso que sea, fuera del marco del presente acuerdo y sin el consentimiento del propietario.

Los resultados provenientes de todo programa establecido en aplicación de este acuerdo pertenecen:

- a AMU, en el caso de que el programa sea realizado en sus instalaciones, a partir de su equipamiento/material y únicamente con su contribución intelectual y financiera.
- a la UACJ, en el caso de que el programa sea realizado en sus instalaciones, a partir de su equipamiento/material y únicamente con su contribución intelectual y financiera.

Los resultados de la colaboración entre las partes pertenecen conjuntamente a ambas, a prorrata de los aportes respectivos: aportes intelectuales y financieros, de equipamiento/material.

La repartición y las condiciones de explotación de derechos están determinados de común acuerdo entre las Partes, por acto jurídico separado, en proporción de los aportes respectivos.

A excepción de la renunciación de una de las partes, las patentes comunes serán solicitadas con gastos compartidos, en Francia y al extranjero, en nombre de los dos socios conjuntamente.

La gestión y seguimiento de las patentes en común, desde la fecha de depósito de la primera solicitud de patente hasta su puesta en dominio público, son confiadas al gestor de la copropiedad.

Por ello mismo, el gestor de la copropiedad es el único facultado para actuar en nombre de la copropiedad, para todas las acciones de registro, de mantenimiento y de extensión de las patentes en común. Este evalúa la oportunidad de hacerse asistir de un mandatario para la finalización de estas funciones.

Las partes designarán el gestor en el momento en que una eventual primera patente en común sea presentada (conforme a las normas vigentes).

Las partes se comprometen:

- a comunicarse todas las piezas técnicas o administrativas necesarias al depósito y a la obtención de las patentes en común;
- a que los nombres de los inventores sean mencionados en acuerdo con las disposiciones legales en vigor, para la solicitud de patentes;
- a que sus personales, mencionados como inventores, den su acuerdo expreso y cumplen todas las formalidades necesarias al depósito, a la obtención, al mantenimiento en vigor y a la defensa de las patentes en común.

Si una de las partes copropietarias deseara ceder a un tercero su parte proporcional de una patente, deberá notificarlo por carta certificada con acuse de recibo a la otra parte copropietaria, que dispondrá entonces de un derecho de preferencia en iguales condiciones. Si ésta no ejerce dicho derecho en un plazo de tres (3) meses a contar de la notificación del proyecto de cesión conforme al artículo L-613-29 párrafo e) del Código de propiedad intelectual francés, la cesión será definitiva.

Antes de toda acción de explotación directa o indirecta de los resultados del programa, un convenio que precise específicamente las modalidades financieras será firmado entre las partes.

#### **Artículo 9: Duración de la cooperación**

El presente acuerdo se conviene por un periodo inicial de cinco (5) años.

Con respecto a los títulos nacionales, se limita a la duración de la acreditación por la institución. Entrará en vigor en la fecha de la firma por ambas partes. Es renovable por mutuo acuerdo de las partes y enmienda expresa y escrita por periodos similares, de conformidad con las normas de cada institución.

Llevando a cabo, este acuerdo podrá ser denunciado en cualquier momento por cualquiera de las Partes con un preaviso de seis (6) meses y sin que la cancelación perjudique a las acciones de cooperación ya en marcha.

Para la parte francesa, en caso de renovación, este acuerdo está sujeto al procedimiento oficial en vigor a la fecha de renovación.

Cualquier modificación de este acuerdo está sujeta a la previa autorización por escrito de ambas partes expresadas por enmienda.

#### **Artículo 10: Conciliación, arbitraje y competencia**

En caso de controversia sobre la aplicación o interpretación del presente acuerdo y de sus convenios, las partes se acercarán de inmediato para resolverla mediante la conciliación, sin perjuicio de los recursos de arbitraje habitual. En caso de litigio no resuelto mediante la conciliación, serán competentes las jurisdicciones del demandado.

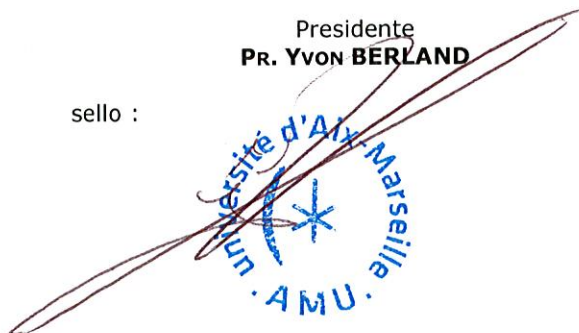
Este acuerdo, redactado en dos idiomas, francés y español, siendo ambos textos igualmente auténticos, será impreso y firmado, para cada idioma, en dos (2) ejemplares originales.

Firmado el 7 de diciembre del 2017

Por AIX-MARSEILLE UNIVERSITE

Presidente  
PR. YVON BERLAND

sello :



Por UNIVERSIDAD AUTONOMA DE CIUDAD JUAREZ

Rector  
RICARDO DUARTE JAQUEZ

sello :

4 / 4





---

**CONVENTION D'APPLICATION  
ECHANGE D'ETUDIANTS ET D'ENSEIGNANTS**

---

**Convention N° 2017-DRI-081**

En application de l'accord de coopération internationale N°2017-DRI-080

**Entre :**

**AIX-MARSEILLE UNIVERSITE (ci-après dénommée AMU)**

Etablissement Public à Caractère Scientifique, Culturel et Professionnel  
SIRET : 130 015 332 00013/ Code APE : 8245Z Enseignement supérieur  
Ayant son siège social, 58, boulevard Charles Livon, 13284 Marseille Cedex 7 France  
Représentée par son Président, le Professeur Yvon BERLAND, habilité à approuver le présent accord par la délibération du Conseil d'Administration de l'Université du 19 janvier 2016, agissant au nom et pour le compte de la composante POLYTECH, représentée par le Directeur, le Professeur Romain LAFFONT.

**Et :**

**UNIVERSIDAD AUTONOMA DE CIUDAD JUAREZ (ci-après dénommée UACJ)**

1. L'UACJ est une Institution Publique d'Enseignement Supérieur, dotée de la personnalité juridique et d'un patrimoine propre, avec une autonomie pour exercer les fonctions de l'enseignement, de l'apprentissage, de la recherche scientifique, de la diffusion de la culture et l'extension des services, actuellement régie par la Loi Organique publiée au Journal Officiel de l'Etat, le 30 décembre 1995 par le Décret 117/95 P.O., amendée par la Décret N° 1049/2015 1 P.O., publié au Journal Officiel de l'Etat le 28 novembre 2015, laquelle fut précédée des Lois Organiques contenues dans les Décrets 346/73, 198/78, publiés dans les Journaux Officiels du 10 octobre 1973 et du 18 novembre 1978 respectivement.

2. Conformément à l'article 30 de sa Loi Organique, ses objectifs sont :

- Dispenser l'enseignement supérieur de tous niveaux, en préparant des professionnels et des techniciens nécessaires au développement de la région et du pays.
- Promouvoir dans ses composantes une formation intégrale.
- Réaliser de la recherche scientifique qui soit fondamentalement en relation avec les problèmes du pays, de l'Etat et des municipalités.
- Conserver, rénover et transmettre la culture, pour promouvoir le développement et la transformation de la communauté au travers de l'extension de la formation, la formation continue et la prestation de services techniques et spécialisés. Gérer et réunir des ressources pour son maintien et développement, en déterminant pour cela les frais, les droits et les participations pour les services qu'elle rend.

Pour la réalisation de ses objectifs, l'UACJ pourra conclure tous types d'actes juridiques, y compris la création d'organismes déconcentrés, lesquels auront, entre autres attributions, celles de percevoir et de gérer les recettes qui se percevaient pour des activités autres que la formation.

Conformément à l'article 19 de la Loi Organique, le Recteur est le représentant légal, avec pouvoirs de déléguer lorsqu'il le juge opportun.

La personnalité du Recteur est certifiée par l'Écriture Publique N° 7959 conférée sous serment par Lic. Jorge Orrantia Ponce, Notaire Public N°14, en exercice pour le District Judiciaire Bravos, à Ciudad Juárez, Chihuahua, de laquelle en découle sa nomination et acceptation de la fonction de Recteur.

Il a autorité pour conclure et signer la présente convention.

Son Registre Federal des Contribuables (RFC) est UAC731101JT5.

Son siège est situé Av. Plutarco Elías Calles #1210, Foviste Chamizal, C.P. 32310 Ciudad Juárez, Chihuahua, México.

Représenté(e) par son Recteur, Ricardo Duarte Jáquez.

### **Il est convenu ce qui suit**

#### **Article 1 : Objet**

L'objet de cette convention d'application est de mettre en œuvre un programme d'échange pour les étudiants de niveau Master (4<sup>ème</sup> et 5<sup>ème</sup> année pour POLYTECH) entre les deux universités partenaires pour réaliser des séjours de formation et de recherche, ainsi que pour la mobilité d'enseignants-chercheurs.

Elle s'applique aux étudiants inscrits à l'AMU dans la composante **POLYTECH** et dans la formation Sciences de l'Ingénieur comprenant les 8 Départements ci-après :

Génie biologique  
Génie biomédical  
Génie civil  
Génie industriel  
Informatique  
Génie des matériaux  
Microélectronique et télécommunications  
Mécanique et énergétique

Pour ceux inscrits à l'UACJ, elle s'applique aux étudiants inscrits à l'Institut des Sciences de l'Ingénieur et des Technologies, dans les Départements et Programmes suivants :

#### **Département de Physique et Mathématiques**

Génie Physique  
*Licenciatura* en Mathématiques

#### **Département de Génie Civil et de l'Environnement**

Génie Civil  
Master en génie de l'environnement  
Master en génie informatique appliqué  
Génie de l'environnement  
Master en génie civil  
Géosciences

#### **Département de Génie Electrique et Informatique**

Génie électrique  
Génie des systèmes informatiques  
Génie des systèmes digitaux et communications  
Génie biomédical  
Génie logiciel  
Master en génie électrique  
Doctorat en sciences de l'ingénieur

#### **Département de Génie Industriel**

Génie industriel et des systèmes  
Génie en mécatronique  
Génie de fabrication  
Génie aéronautique  
Génie en systèmes automobiles  
Master en génie de fabrication  
Master en génie industriel



### **Domaines de Recherche :**

Pour le cas de séjours de recherche d'étudiants et d'enseignants-chercheurs, les domaines de coopération seront :

- L'intelligence artificielle
- Les systèmes de vision
- La robotique
- Les sciences des matériaux

### **Article 2 : Echange et nombre d'étudiants**

Les termes et conditions de la convention d'application s'appliquent aux étudiants qui ont validé un niveau d'études équivalant à la 4<sup>ème</sup> année de Licenciatura pour l'UACJ, et aux étudiants qui ont validé la 3<sup>ème</sup> année de POLYTECH (admis en Master 1) pour le parcours à Aix-Marseille Université. Le nombre de participants par université sera d'un maximum de 3 par année. Un équilibre des échanges sera recherché.

### **Article 3 : Durée de l'échange**

Chaque échange, conclu selon les termes de cette convention d'application, sera d'une durée au minimum d'un semestre et au maximum d'une année universitaire dans le cas de séjours de formation et d'un minimum de 4 semaines et d'un maximum de 8 semaines dans le cas de séjours de recherche.

En ce qui concerne les enseignants-chercheurs, le séjour sera d'un minimum d'une semaine et d'un maximum de 4 semaines.

### **Article 4 : Sélection des participants**

4.1. Les étudiants participant au programme d'échange seront sélectionnés par leur institution d'origine sur la base de leurs résultats universitaires, pour une inscription à plein temps sans possibilité d'obtenir un diplôme de la part de l'Université d'accueil.

4.2. La candidature auprès de l'université d'accueil comprendra un projet de contrat d'études, un curriculum vitae, une lettre de motivation, une copie du dernier diplôme obtenu, une lettre de recommandation, une lettre attestant de la sélection de l'étudiant de la part de l'institution d'origine ainsi qu'une copie des relevés de notes.

Les étudiants sélectionnés par leur université pour l'échange devront avoir un niveau linguistique suffisant pour poursuivre leurs études auprès de l'institution d'accueil. L'université d'accueil peut demander une preuve de leur niveau de langue (certificat ou attestation) et se réserve le droit de refuser les candidats qui ne remplissent pas ces conditions. Pour les étudiants de l'UACJ comme pour ceux d'AMU, le niveau B1 en français (pour les étudiants de l'UACJ) et B2 en espagnol (pour les étudiants d'AMU) sera suffisant.

4.3. Les étudiants seront tenus de respecter les règles de l'Université d'accueil ainsi que les lois du pays d'accueil pendant la durée de l'échange.

4.4. Les deux universités conviendront du détail des cours pouvant être suivis par les étudiants en programme d'échanges et du nombre de crédits correspondants, dans le respect de l'offre de formation approuvée par l'établissement d'accueil.

4.5. L'université d'accueil fournira à l'université d'origine un relevé de notes à l'issue du séjour d'études.

4.6. Les enseignants-chercheurs ayant candidaté et ayant été sélectionnés par l'université d'origine participeront pendant la durée décidée par chacune des parties, après avoir établi un programme d'activités préalable au séjour.

### **Article 5 : Inscription**

Les étudiants participant à l'échange seront inscrits dans leur université d'origine pendant la période de l'échange et paieront par conséquent les frais de scolarité correspondant à leurs programmes respectifs dans leur université d'origine exclusivement. Ils seront inscrits dans l'université d'accueil où ils seront exemptés des droits de scolarité pour la durée de leur participation au programme d'échange. *Cette exonération ne s'applique pas aux enseignements spécifiques ou complémentaires de langue suivis dans les centres de formation en langues.*

### **Article 6 : Orientation et services**

Avant le départ de l'étudiant, l'université d'origine devra fournir les informations nécessaires à la mobilité ainsi que le fera l'université d'accueil à l'arrivée de l'étudiant d'échange. L'institution d'accueil facilitera les procédures administratives et l'information concernant les cours.

#### **6.1. L'institution d'accueil fournira aux étudiants accueillis :**

- a. l'accès aux installations universitaires en tant que membres à part entière de l'institution d'accueil, comprenant la bibliothèque, le centre informatique et les installations sportives, entre autres divers avantages accordés aux étudiants,
- b. une information sur les exigences en matière d'assurance maladie et sur la couverture médicale,
- c. une information sur la vie de tous les jours (ouverture d'un compte en banque),
- d. une assistance pour trouver un logement si possible dans une cité universitaire et sinon un logement convenable situé hors campus (chez des étudiants locaux ou dans des résidences proches de l'Université),
- e. les documents nécessaires pour l'obtention d'un visa/titre de séjour.

#### **6.2. Les étudiants participant à l'échange devront :**

- a. payer les frais d'inscription dans leur université d'origine avant leur départ,
- b. payer les frais de logement, de nourriture, de transport, d'assurance maladie, leurs frais personnels, ainsi que tous les autres frais relatifs à leur mobilité,
- c. obtenir un visa approprié,
- d. payer toute autre dette engagée durant la période de l'échange.

#### **6.3. Les enseignants-chercheurs effectuant une mobilité dans le cadre de cette convention devront :**

- a. obtenir le visa adéquat avant leur départ,
- b. payer toute autre dette engagée durant la mobilité
- c. présenter un plan de travail initial ainsi qu'un rapport d'activités à la fin de la mobilité.

### **Article 7 : Protection sociale, responsabilité civile et rapatriement**

Les étudiants devront être en règle au regard de leurs obligations concernant la protection sociale. Il est demandé aux étudiants de souscrire, auprès de l'organisme de leur choix, une assurance garantissant leur responsabilité civile pour les dommages qu'ils pourraient causer aux personnes ou aux biens lors de leur séjour ainsi qu'une assurance rapatriement. Dans tous les cas l'assurance devra couvrir les frais médicaux et le rapatriement international.

### **Article 8 : Sanction**

En cas de manquement grave aux règles, en matière de discipline notamment, chaque établissement appliquera sa procédure interne en vigueur. Il en informera préalablement l'établissement d'origine et lui communiquera une copie du dossier avant tout commencement de celle-ci.

### **Article 9 : Coordination**

Chaque partie désignera une personne ou un service qui sera responsable du suivi administratif de ce programme d'échange.

A AMU, ce programme d'échange sera géré par la Direction des Relations Internationales (DRI) en coordination avec le responsable académique du programme.

A l'UACJ, ce programme d'échange sera géré par la Direction Générale des relations et échanges à travers la Sous-Direction de la Coopération et de l'Internationalisation en coordination avec le responsable académique du programme.

### **Article 10 : Durée de la convention d'application**

La présente convention d'application prendra effet à partir de la date de la signature des deux parties pour la durée de validité de l'accord de coopération et dans la limite de la durée de l'accréditation de l'établissement.

En cas de renouvellement, elle sera soumise à la procédure propre à chaque établissement. Elle pourra être modifiée à tout moment par accord mutuel écrit.



Elle pourra être résiliée par l'une des deux parties à tout moment, moyennant un préavis de six (6) mois, et ceci sans porter préjudice aux échanges en cours.

Cette convention d'application, rédigée en deux langues, français et espagnol, chacune faisant également foi, est imprimée et signée, pour chaque langue, en deux (2) exemplaires originaux.

Fait le 7 décembre 2017

**POUR AIX-MARSEILLE UNIVERSITE**

**Le Président  
Yvon BERLAND**



**POUR UNIVERSIDAD AUTONOMA DE  
CIUDAD JUAREZ**

**Le Recteur  
Ricardo DUARTE JAQUE**



RECTORIA

**POUR LA COMPOSANTE POLYTECH**

**Le Directeur  
Romain LAFFONT**



**POUR L'INSTITUT DES SCIENCES DE  
L'INGENIEUR ET DES TECHNOLOGIES**

**Le Directeur  
Mtro. Francisco LÓPEZ HERNÁNDEZ**



---

**CONVENIO DE APLICACION  
PROGRAMA DE INTERCAMBIO DE ESTUDIANTES**

---

**Convenio N° 2017-DRI-081**

En aplicación del acuerdo de cooperación internacional N° 2017-DRI-080

**Entre:**

**AIX-MARSEILLE UNIVERSITE (designada como AMU)**

El Instituto Público de Carácter Científico, Cultural y Profesional, SIRET: 130 015 332 00013 / Código APE: 8245Z de Educación Superior, cuya sede social se encuentra en 58 Boulevard Charles Livon, 12384 Marseille Cedex 7 Francia, representada por su Presidente, el Profesor Yvon BERLAND, habilitado para firmar el presente acuerdo por deliberación del Consejo de Administración de la Universidad del 19 enero 2016, actuando en nombre y por cuenta del POLYTECH, representada por su Director, el profesor Romain LAFFONT.

**Y:** Declara la Universidad Autónoma de Ciudad Juárez (designada como UACJ), por conducto de su representante:

1. Que es una Institución Pública de Educación Superior, dotada de personalidad jurídica y patrimonio propios, con autonomía para ejercer las funciones de la enseñanza, el aprendizaje, la investigación científica, la difusión de la cultura y la extensión de los servicios, rigiéndose actualmente por su Ley Orgánica publicada en el Periódico Oficial del Estado, el día 30 de diciembre de 1995 mediante Decreto 117/95 P.O., misma que fue reformada mediante Decreto No. 1049/2015 1 P.O., publicado en el Periódico Oficial del Estado el día 28 de noviembre de 2015, la cual tiene como antecedentes de su creación, Las Leyes Orgánicas contenidas en los

Decretos 346/73, 198/78, publicados en los Periódicos Oficiales de fechas 10 de Octubre de 1973 y 18 de Noviembre de 1978, respectivamente.

2. Que conforme al artículo 30 de su Ley Orgánica sus fines son:

II.

Impartir educación superior en todos los grados, preparando profesionistas y técnicos requeridos por el desarrollo de la región y del País.

Promover en sus componentes una formación integral.

Realizar investigación científica relacionada fundamentalmente con los problemas del País, del Estado, y de los Municipios.

Conservar, renovar y transmitir la cultura, para promover el desarrollo y transformación de la comunidad a través de la extensión educativa, la educación continua y la prestación de servicios técnicos y especializados. Gestionar y allegarse de recursos para su sostenimiento y desarrollo, determinando para ello las cuotas, derechos y participaciones por los servicios que preste.

Para la consecución de sus fines, la Universidad Autónoma de Ciudad Juárez podrá celebrar toda clase de actos jurídicos, incluyendo la creación de órganos desconcentrados, los cuales tendrán,



entre otras atribuciones, las de recaudar y administrar ingresos que se perciban por actividades distintas a las de enseñanza.

Que conforme al artículo 19 de la Ley Orgánica, el Rector es el representante legal, con facultades para delegar la representación cuando lo juzgue conveniente.

Que la personalidad del Rector, se acredita con la Escritura Pública No. 7,959 otorgada ante la fe del Licenciado Jorge Orrantia Ponce, Notario Público No. 14, en ejercicio para el Distrito Judicial Bravos, en Ciudad Juárez, Chihuahua, de la que se desprende su nombramiento y aceptación del Cargo de Rector.

Que tiene facultades para la celebración y firma del presente Convenio.

Que su Registro Federal de Contribuyentes es UAC731101JT5.

Que señala como domicilio para todos los efectos del presente instrumento, el ubicado en Av. Plutarco Elías Calles No. 1210, Foviste Chamizal, C.P. 32310 en Ciudad Juárez, Chihuahua.

**Se acordó lo que sigue:**

**Artículo 1: Objetivo**

El propósito de este convenio de aplicación entre ambas instituciones socias es la implementación de un programa de intercambios para los estudiantes de nivel Pregrado (4 y 5 años para POLYTECH) y Posgrado entre las dos universidades asociadas para realizar estancias académicas y de investigación. Así como la movilidad de docentes.

Se aplica a los estudiantes inscritos en la AMU en el componente POLYTECH y más específicamente las carreras en ciencias de la ingeniería como son los 8 Departamentos que se enlistan a continuación:

Ingeniería Biológica  
Ingeniería Biomédica  
Ingeniería Industrial  
Ingeniería Civil  
Tecnologías de la Información  
Ingeniería en Materiales  
Microelectrónica y Telecomunicaciones  
Mecánica y Energía

De los estudiantes inscritos en la UACJ, se aplica a los estudiantes del Instituto de Ingeniería y Tecnología, más específicamente los siguientes Departamentos y Programas Educativos:

**Departamento de Física y Matemáticas**

Ingeniería Física  
Licenciatura en Matemáticas

**Departamento de Ingeniería Civil y Ambiental**

Ingeniería Civil  
Maestría en Ingeniería Ambiental  
Maestría en Ingeniería Cómputo Aplicado  
Ingeniería Ambiental  
Maestría en Ingeniería Civil  
Geociencias

**Departamento de Ingeniería Eléctrica y Computación**

Ingeniería Eléctrica  
Ingeniería en Sistemas Computacionales  
Ingeniería en Sistemas Digitales y Comunicaciones  
Ingeniería Biomédica  
Ing. De Software  
Maestría en Ingeniería Eléctrica  
Doctorado de Ciencias en Ingeniería

**Departamento de Ingeniería Industrial**

Ingeniería Industrial y de Sistemas

Ingeniería en Mecatrónica  
Ingeniería en Manufactura  
Ingeniería Aeronáutica  
Ingeniería en Sistemas Automotrices  
Maestría de Ingeniería en Manufactura  
Maestría en Ingeniería Industrial

### **Áreas de investigación**

Para el caso de estancias de investigación de estudiantes y docentes sería la cooperación en las líneas de investigación de:

- Inteligencia artificial
- Sistemas de visión
- Robótica
- Ciencias de los materiales

### **Artículo 2: Intercambio y número de estudiantes**

Los términos y condiciones del convenio de aplicación se aplicarán, por la institución socia, a los estudiantes inscritos en UACJ, quienes habrán obtenido un nivel de estudios equivalente **al cuarto año de licenciatura** y por los estudiantes inscritos en la AMU, a los que hayan validado el 3er año de POLYTECH (admitidos en Master 1).

El número de participantes por universidad será de un máximo de 3 por año. Un equilibrio de los intercambios será buscado.

### **Artículo 3: Duración del intercambio**

Cada intercambio de estudiantes, concluido según los términos de este convenio de aplicación, será de una duración mínima de un semestre y máximo de un año universitario en el caso de estancias académicas y para el caso de estancias de investigación un mínimo de 4 semanas y un máximo de 8.

En caso de docentes, la estancia será mínimo de una semana y máximo de 4.

### **Artículo 4: Selección de los participantes**

4.1. Los estudiantes participando en el programa de intercambios serán seleccionados por su institución de origen, en base a sus resultados universitarios, para una inscripción de tiempo completo sin posibilidad de obtener un título universitario de parte de la universidad de recepción.

4.2. El estudiante aspirante a la estadía deberá presentar a la Universidad receptora una relación de estudios no oficial, currículum vitae, una carta de exposición de motivos, una copia del último título y/o certificado obtenido, una carta de recomendación, una carta postulación de la IES de origen así como una copia del expediente académico.

Los estudiantes seleccionados por su universidad para el intercambio deberán tener un nivel lingüístico suficiente para seguir sus estudios en la universidad de recepción. La universidad de recepción puede solicitar una prueba de su nivel lingüístico (certificado o atestación) y se reserva el derecho de rechazar los candidatos que no cumplan con estas condiciones. Para los estudiantes de la UACJ, un B1 será suficiente de idioma Francés, para los estudiantes del AMU constancia de nivel B2 de idioma español.

4.3. Los estudiantes deberán respetar las reglas de la universidad de recepción, así como las leyes del país de recepción durante el periodo del intercambio.

4.4. Las dos universidades acordarán el contenido de los cursos y el número de créditos correspondientes, respetando la oferta de formación aprobada por la universidad de recepción.

4.5. Al final de la estancia, la universidad de recepción entregará a la universidad de origen un expediente académico con las calificaciones obtenidas por el estudiante.



4.6. Participaran los docentes postulados y seleccionados por parte de la IES de origen, en el periodo acordado por cada una de las partes, habiendo establecido actividades previas a la realización de la estancia.

#### **Artículo 5: Inscripción**

Los estudiantes participando en el intercambio serán inscritos en su universidad de origen durante el periodo de intercambio y por ende pagarán los gastos de escolaridad correspondientes a sus programas respectivos, específicamente en su universidad de origen. Serán inscritos en la universidad de recepción y serán exentos de los derechos de escolaridad durante su participación en el programa de intercambio.

*Esta exoneración no se aplica a la enseñanza específica o complementaria de idioma seguida en centros de formación lingüística.*

#### **Artículo 6: Orientación y servicios**

Antes de la salida del estudiante, la universidad de origen deberá entregar las informaciones necesarias a la movilidad, así como lo hará la universidad de recepción a la llegada del estudiante de intercambio.

La institución de recepción facilitará los trámites administrativos y la información sobre los cursos.

#### **6.1. La institución de recepción dará a los estudiantes recibidos:**

- a. El acceso a las instalaciones universitarias como miembro de la institución de recepción, tomando en cuenta el acceso a la biblioteca, centro de cómputo, instalaciones deportivas, entre otros beneficios ofrecidos a los estudiantes
- b. Información referente a transportes dentro de la ciudad.
- c. Información sobre las exigencias en cuestión de seguro médico y de cobertura médica,
- d. Asesoría para encontrar un alojamiento, si es posible en el campus universitario y si no un alojamiento decente ubicado fuera del campus (estudiantes anfitriones o departamentos cercanos a la Universidad)
- e. Los documentos necesarios para obtener una visa/un documento migratorio.

#### **6.2. Los estudiantes participando en el intercambio están obligados a:**

- a. pagar los derechos de inscripción en su Universidad de origen antes de su salida,
  - b. pagar los gastos de alojamiento, la comida, el transporte, el seguro médico, así como otros gastos relativos a su movilidad,
  - c. obtener la visa adecuada,
  - d. pagar toda deuda ocasionada durante el periodo del intercambio.
- En el caso de docentes, estarán obligados a:
- c. obtener la visa adecuada,
  - d. pagar toda deuda ocasionada no contemplada durante su estancia.
- Presentar un plan de trabajo inicial y un reporte de actividades al término de su estancia.

#### **Artículo 7: Protección social, responsabilidad civil y repatriación**

Los estudiantes deberán estar en regla conforme a sus obligaciones sobre la protección social. Se les pide suscribir, al organismo de su elección, un seguro garantizando su responsabilidad civil para los daños que podrían ser causados hacia personas o bienes durante su estancia, así como un seguro de repatriación. En todos casos el seguro será obligatorio, deberá cubrir los gastos médicos y la repatriación internacional.

#### **Artículo 8: Sanción**

En caso de incumplimiento grave de las normas, sobre todo en materia de disciplina, cada institución aplicará su procedimiento interno. Se deberá informar a la institución de origen y proporcionar una copia del expediente antes de cualquier inicio de dicho procedimiento.

#### **Artículo 9: Coordinación**

Cada parte designará a una persona o un departamento que será responsable del seguimiento administrativo de este programa de intercambio.

En la AMU, este programa de intercambio será gestionado por la Dirección de Relaciones Internacionales (DRI) en coordinación con el responsable académico del programa.  
En la UACJ, este programa de intercambio será gestionado por la Dirección General de Vinculación e Intercambio a través de la Subdirección de Cooperación e Internacionalización en coordinación con el responsable académico del programa.

**Artículo 10: Duración del convenio de aplicación**

El presente acuerdo se conviene por un periodo de cinco (5) años.

Y su aplicación entrará en vigor a partir de la firma de ambas partes, para la duración de validez del acuerdo de cooperación y teniendo en cuenta la duración de acreditación de la institución.  
En caso de renovación, estará sujeta al procedimiento de cada institución.  
Podrá ser modificada en cada momento por acuerdo escrito mutuo.  
Podrá ser denunciada por una de las dos partes en cada momento, mediante un previo aviso de seis (6) meses, sin perjudicar a los intercambios en curso.

Este convenio de aplicación, redactado en dos idiomas, francés y español, siendo ambos textos igualmente auténticos, será impreso y firmado, para cada idioma, en dos (2) ejemplares originales.

Firmado el 7 de diciembre del 2017

**POR AIX-MARSEILLE UNIVERSITE**

El Presidente  
Yvon BERLAND

Sello:



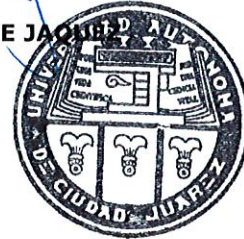
**POR POLYTECH**

El Director  
Romain LAFFONT

**POR LA UNIVERSIDAD AUTONOMA DE CIUDAD JUÁREZ**

El Rector  
Ricardo DUARTE JAQUEZ

Sello:



SECTORIA

Por el Instituto de Ingeniería y Tecnología

Mtro. Francisco López Hernández  
Director